

COMPOSITION D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

Sujet commun : ENS Ulm – Lettres et Sciences Humaines - Cachan

DURÉE : 6 heures

L'usage de toute calculatrice est interdit

L'État, acteur social et culturel en Europe occidentale de 1918 à 1989.

Indications chronologiques

- 1920 Création du Ministère de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociale (France)
- 1925 Création de l'organisation *Dopolavoro* (Italie)
- 1927 Loi sur l'assurance chômage (Allemagne)
- 1927 Loi sur les naturalisations (France)
- 1928 Loi Loucheur
- 1932 Loi sur les allocations familiales (France)
- 1933 13 mars : création du Ministère de la Propagande du *Reich* pour l'Éducation du Peuple
- 1933 10 mai : création du Front du Travail (Allemagne)
- 1935 Décrets-lois Laval
- 1936 Loi sur les congés payés (France)
- 1936 Léo Lagrange, sous-secrétaire d'État au Sport et à l'Organisation des loisirs
- 1937 Inauguration de *Cinecittà* (Italie)
- 1938 Accords de Saltsjöbaden entre les partenaires sociaux (Suède)
- 1939 Premier Festival de Cannes
- 1939 Promulgation du « Code de la Famille » (France)
- 1941 Promulgation de la Charte du Travail (France)
- 1942 Premier rapport Beveridge
- 1944 Mars : Charte du CNR
- 1945 Création de la Sécurité Sociale (France)
- 1945 Création d'une Direction des Relations culturelles au sein du Ministère des Affaires étrangères (France)
- 1946-1948 Mise en place du *National Health Service* (Royaume-Uni)
- 1951 Jean Vilar directeur du TNP
- 1959 Création du Ministère des Affaires culturelles (France)
- 1959 Loi Debré
- 1963 Création de la D.A.T.A.R.
- 1974 Friedrich Hayek prix Nobel de science économique
- 1974 Mesures de limitation à l'entrée des travailleurs étrangers et de leurs familles (France)
- 1975 Promulgation de la loi Veil
- 1975 Loi Haby
- 1976 Loi sur la cogestion (Allemagne)
- 1981 Loi Lang sur le prix unique du livre
- 1982 Impôt sur les Grandes Fortunes (France)
- 1986 Acte unique européen
- 1986 27 octobre : libéralisation du marché financier (Royaume-Uni)
- 1986 1^{er} décembre : fin du contrôle administratif des prix (France).